

Les Entretiens du CERTU, 2 et 3 février 2010

Synthèse des travaux aux trois-quart du colloque Par **Éric Charmes et Jean-Marc Offner**, membres de la CCASQT.

[Ce texte est la transcription intégrale de l'intervention d'Éric Charmes et Jean-Marc Offner le 3 février 2010 avant la plénière finale]

Jean-Marc Offner :

J'espère que Francis Beaucire est vraiment dans son lit parce que faire le rapport à trois, c'était déjà compliqué, mais à deux malgré nos dons d'ubiquité évidents, c'est un exercice délicat. Pour autant, nous voudrions essayer de vous donner un rapport très impressionniste, d'abord à partir d'un petit croquis d'ambiance en trois points, puis ensuite une synthèse autour de cinq grands sujets.

■ D'abord, le croquis d'ambiance :

- **Premier point d'ambiance** : cette salle le montre, c'est d'abord **une exceptionnelle affluence**. Une manifestation de ce type ne se juge pas seulement au nombre de participants mais, puisqu'il s'agit de premiers **Entretiens**, c'est quand même intéressant de souligner le fait qu'à la fois ce sujet de la ville durable n'est pas galvaudé –*même s'il apparaît dans nombreux titres de colloques et autres séminaires*– et qu'il y a toujours une vraie attente là-dessus pour aller peut-être effectivement au-delà des mots et des discours. Et puis, deuxième aspect important pour un organisme qui nous accueille : le Certu est manifestement considéré comme légitime et compétent pour organiser ce genre de manifestation. Donc un premier point tout à fait important à souligner.

- **Deuxième point d'ambiance** : une **atmosphère très studieuse**, ce qui est évidemment dans ma bouche un compliment. C'est vrai qu'il y a souvent des colloques où l'on ne dit rien mais où l'essentiel se passe en dehors des séances, dans les dîners, dans les couloirs etc. Ici, il s'est passé plein de choses intéressantes dans les repas, dans les couloirs et aux pauses café, mais il s'est passé aussi beaucoup de choses dans les séances ; il y a eu du vrai travail dans chacun de ces douze ateliers. Et, là encore, je me permets de le souligner parce que souvent nous avons l'habitude de manifestations où la production, le dialogue sont un peu les parents pauvres de l'affaire. Et de ce point de vue-là, je trouve que le mot « **Entretiens** » est bien choisis, il y a les **Entretiens de Bichat** en référence implicite. Mais c'est vrai qu'on est là pour dialoguer et qu'il y a de la vraie matière d'échange.

- **Troisième élément d'ambiance** : **la diversité**. Là encore, c'est vrai que, souvent, nous avons affaire à des manifestations un peu corporatistes parce qu'il y a des associations, des milieux professionnels qui ont besoin de se retrouver. Là, il y a une grande diversité des participants, de tous métiers, de tous statuts... Certainement, le Certu est-il là aussi un bon lieu d'accueil pour manifester et organiser cette diversité. Une diversité entre égaux, ce qui n'est finalement pas désagréable non plus parce que chacun avec ses métiers, avec ses compétences, parle aux autres.

- **Quatrième élément d'ambiance** : **une grande sympathie à l'égard du Certu**. Je n'ai pas été payé pour le dire ! Car nous sommes de la Commission Consultative pour l'Amélioration de la Qualité Scientifique et Technique du Certu, la « CCAQST » : il s'agit d'un petit groupe d'universitaires ou d'anciens universitaires qui aident le Certu à évaluer ses publications, les améliorer, regarder un peu les façons de

travailler, etc. Et au Certu, nous sommes considérés comme ayant la dent un peu dure, pour dire les choses rapidement. Et donc par rapport à cette position d'évaluateur critique, nous avons tous les deux été très contents de voir combien le Certu était apprécié dans sa façon de travailler. J'ai entendu les expressions de « *grand frère* », « *casque bleu* ». C'est un peu rude, mais je tenais à le dire parce que ça a été pratiquement dans tous les ateliers, cette expression forte et intéressante. Puisque j'en suis à la sympathie, pour finir l'ambiance, j'irais presque dire de grands élans de tendresse autour de l'idée « *travailleurs de toutes les institutions, unissons-nous* », un désir d'esperanto où tout le monde se comprendrait, parlerait la même langue, je n'oserais pas dire « *construisons des ponts* » mais construisons des passerelles, abattons les murailles. C'est quelque chose que l'on retrouve un peu partout, mais là peut-être plus parce qu'une impression subliminale sur la force des logiques sectorielles a pu en contre coup donner cette envie de décloisonnement.

Voilà pour l'ambiance.

■ **S'agissant maintenant de la synthèse**, cinq grands thèmes, cinq grands commentaires qui ne reflètent évidemment pas la richesse des ateliers dont nous rendrons compte plus tard de façon beaucoup plus exhaustive. Nous allons nous partager la tâche.

■ Un premier point que je titrerais volontiers « *L'État et le local, où en est-on ?* ». Les domaines des compétences du Certu sont des domaines essentiellement décentralisés. J'aurais envie de dire « *étaient des domaines essentiellement décentralisés* » parce qu'il y a eu, au milieu des années 90, l'ambition naissante du développement durable, parce qu'il y a eu en 1996 la loi LAURE, la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, qui ont remis l'État dans le coup parce qu'il y avait des intérêts nationaux, des intérêts mondiaux qui se jouent sur des compétences considérées comme locales : l'organisation de l'espace, les transports urbains, etc. Et donc, je dirais un peu, hasard de l'histoire, décentralisation des années 80, thématique du développement durable qui arrive après et qui rebat les cartes. Et la question qu'on peut se poser, c'est de se demander si, certes l'État est revenu dans le jeu, mais il est peut-être revenu sans modifier les règles du jeu, avec les règles du jeu d'avant. Et nous avons vu souvent dans les ateliers des représentants de l'État qui étaient un peu sur ce duo complémentarité/cohérence, ce dont Claude Martinand avait parlé hier matin. Finalement « *on est complémentaire, on peut arriver à organiser les choses de manière complémentaire et il suffit de rendre tout cela cohérent* ». Et nous avons vu pointer quelques inquiétudes qui rejoignent les miennes sur les usines à gaz qui se montent autour des schémas régionaux, des plans climat à tous les niveaux, des plans Air etc. PDU/PLH, on nous dit : « *tout ça va être cohérent, compatible* ». Nous imaginons un peu les flèches que l'on a dû mettre dans tous les sens autour de cette vision effectivement peut-être trop cohérente, d'une cohérence trop conceptuelle et pas assez pragmatique. Par rapport à ce couple complémentarité/cohérence, il semble *que le local soit plutôt sur un couple contradiction/coordination*. La ville durable est contradictoire : quand on utilise le bois pour se chauffer, la pollution locale augmente, et mille et une contradictions de ce type existent que nous connaissons bien. Et face à ces contradictions, et bien, effectivement, il ne faut probablement pas rechercher cette méga cohérence, mais il faut être dans la coopération, dans la coordination, dans la compensation parfois. D'aucuns diraient, pour faire synthèse, « *dans la gouvernance* ». Ce qui nous a semblé, et là il y avait des propositions intéressantes dans les ateliers sur ce sujet, c'est que cette gouvernance, pour être efficace – *parce que se concerter tout le temps partout, c'est fatigant, on ne peut pas tout le temps le faire, la palabre est un exercice intellectuellement stimulant mais il faut aboutir!* – cette gouvernance a peut-être besoin d'objets de négociation, de cadrage, de méthode. Et je passe la parole à Éric là-dessus.

Éric Charmes :

■ Un deuxième point sur les cinq annoncés *sur la gouvernance, les jeux d'acteurs et puis le caractère multi- dimensionnel de l'action*, parce que s'il y a bien un thème qui est revenu dans tous les ateliers, en tous cas à ceux auxquels j'ai pu assister, c'est que l'analyse des problèmes comme les solutions et les

acteurs doivent avoir une perspective multi-dimensionnelle. Ça veut dire multi-scalaire, multi-acteurs, multi-compétences, multi-secteurs. J'emploie le préfixe « *multi* » mais beaucoup d'autres termes ont été employés lors des ateliers. Les termes qui ont été employés apportent des nuances par rapport à ce que je viens de dire, mais ils tournent tous autour de l'idée qu'il faut à la fois élargir le cadre et diversifier la palette. On a parlé de « *cybernétique* », « *systémique* », « *approche globale* », « *approche intégrée* », j'ai même entendu aussi le mot « *holisme* ». Tout ça n'est pas nouveau mais ce qui frappe, c'est l'insistance répétée sur la nécessité de transversalité de l'approche multi-dimensionnelle. Ce discours, aujourd'hui, n'est plus du tout marginal mais dominant, et en même temps nous pouvons nous interroger sur les raisons pour lesquelles nous en parlons autant, et nous pouvons faire l'hypothèse que si l'on en parle autant, ça reste un problème. C'est-à-dire que passer du discours aux actes reste difficile et donc cela interroge, me semble-t-il, sur la manière dont nous pouvons répondre à cette demande de transversalité. Un des volets est celui des savoirs, par exemple comment pense-t-on les déplacements avec l'urbanisme à la fois dans la perspective de la mobilité durable, mais aussi dans celle du renouvellement urbain. Comment pense-t-on aussi les équipements publics avec les déplacements. Un exemple, qui a été donné lors des ateliers, celui sur la maîtrise d'ouvrage, est celui du collège. Faire un collège durable, ce n'est pas simplement une question de bâtiment, c'est aussi faire un plan vélo pour l'accès des collégiens à leur établissement. Ça, c'est un aspect, l'enjeu des savoirs, mais il y a aussi celui des savoir-faire, c'est-à-dire pour reprendre l'exemple du collège, comment l'autorité organisatrice agit-elle avec le Conseil Général, bien évidemment puisqu'il s'agit d'un collège, et aussi avec la commune. Là aussi, je pense que le Certu est attendu sur ces questions.

Concernant les relations entre acteurs, un mot est souvent ressorti, c'est celui de « *compromis* », c'est-à-dire qu'agir ensemble, collaborer, c'est négocier et c'est aussi trouver des compromis. Et évidemment pour le Certu, il ne s'agit pas de produire des traités sur l'art de négocier et de trouver un bon compromis, ce n'est pas son objet, mais en revanche il peut diffuser des savoirs sur les contextes et les projets qui permettent de produire des compromis productifs. On peut travailler sur des référentiels, pour reprendre un terme qui a été souvent employé. Un exemple –*c'était dans l'atelier sur la gouvernance en matière de politique, de mobilité et de déplacement*– c'est celui des contrats d'axes où l'AOTU, le syndicat porteur du SCOT et la collectivité négocient avec un échange entre un projet de transport et un projet de développement urbain. Le projet de transport est porté par l'autorité organisatrice et le projet de développement urbain par la collectivité, donc les partenaires négocient sur cette base-là.

Un autre type d'outil de nature un peu différente de l'exemple que je viens de donner, c'est la grille qui porte un nom un peu technique, RST-02, qui a été présentée dans l'atelier sur le renouvellement urbain. C'est une grille qui sert à l'évaluation de la durabilité des projets. C'est d'évidence un outil utile pour permettre aux acteurs d'avoir une base de discussion, d'avoir un document de référence, un cadre commun. A ce sujet, il y a eu un débat assez intéressant sur la question de savoir si cette grille pouvait déboucher sur une labellisation. Alors, il a été dit que ce n'était pas du tout son objet, mais le fait que la discussion ait eu lieu est assez intéressante. En gros, il s'agissait d'affirmer que nous avons besoin d'outils pour démarrer une négociation, mais il ne faut pas la clore d'avance ; donc les choses restent ouvertes, mais ça ne remet pas en cause l'intérêt de la labellisation.

Toujours sur ces questions de gouvernance, un autre thème qui a été fréquemment mentionné, c'est celui de *l'informel*, c'est-à-dire que, pour trouver les compromis, les collectivités semblent dire « *laissez-nous nous débrouiller, trouver des arrangements ad hoc...* » qui, à de nombreuses reprises, ont été qualifiées d'informels. L'exemple, c'est un maître d'ouvrage qui négocie avec un promoteur dans un cadre qui n'est pas tout à fait réglementaire, ce sont des collectivités qui s'engagent dans un projet commun sans formaliser d'accord, et les clés de l'action sont ici la confiance et le respect de la parole donnée. Alors, certes, ça peut être tout à fait utile, les choses peuvent être formalisées dans un contrat mais, en réalité, la seule garantie du droit n'est pas considérée comme suffisante pour qu'un partenaire puisse tenir ses engagements, et l'on compte donc ici beaucoup sur deux choses : sur le suivi de la relation, ce qui peut se faire au travers de comités qui se réunissent régulièrement pour voir comment les choses avancent, et

aussi l'on compte sur la stabilité des contextes locaux d'actions, c'est-à-dire qu'un mauvais comportement reste dans la mémoire des acteurs et le jour où vous vous représentez devant eux, et bien, évidemment, les partenaires réfléchiront à deux fois avant de retravailler avec vous. Ça nous le savons et du coup l'engagement moral est contraignant pour l'action.

Jean-Marc Offner :

Un bon exemple de cette gouvernance organisée par les méthodes est la politique de la ville. Nous en avons parlé dans un atelier où, effectivement, il y a beaucoup de concertations, beaucoup d'apprentissages collectifs, beaucoup de formations de l'ensemble des personnels des organismes concernés, beaucoup de productions de savoirs, d'indicateurs également... Et cette politique de la ville semble, dans les quartiers concernés, constituer un bon terreau organisationnel, méthodologique, pour appréhender plus facilement qu'ailleurs ces questions de développement durable.

■ Troisième thème, un thème plus que séculaire, *la relation entre savoirs et actions*. Un thème multi-séculaire, et en même temps le noyau dur, me semble-t-il, des missions du Certu. L'idée est de souligner que pour ces dialogues, pour ces concertations, il faut arriver à organiser des conversations, des entretiens, informer et raisonner et ne pas être trop dans les préjugés, dans les modes du moment. Pour ce faire, cela a déjà été dit hier, il faut arriver à faire un découpage à peu près stable entre ce qui est de l'ordre des certitudes et ce qui est de l'ordre des controverses. Il y a beaucoup de choses, nous savons beaucoup de choses, nous ne savons pas forcément très bien le faire savoir comme l'on dit, et à l'inverse, dès lors qu'il y a controverse, il faut effectivement les assumer en tant que telles.

Tout ça, le Président Rossinot le rappelle souvent, à juste titre : dans une situation d'urgence, on ne peut pas se permettre d'attendre le circuit traditionnel de la recherche fondamentale qui se transforme en recherche appliquée et qui, au bout de 10 ou 20 ans, arrive dans les revues techniques et met encore 10 ans pour arriver dans les articles de l'Express! Donc, il y a une vraie difficulté à faire du circuit court y compris sur ces questions de connaissances. Le ministère dont nous avons parlé hier s'organise avec ses Pôles scientifiques et techniques, organise ses relations avec les milieux universitaires et de recherche. Beaucoup ont insisté sur le fait que, certes, il fallait ces organisations, mais qu'en même temps l'important se jouait dans les capacités *de fluidité* de ces milieux scientifiques et de ces milieux de recherche ; fluidité dans les collaborations, fluidité dans les parcours professionnels, toujours pour gagner du temps et pour que ces schémas organisationnels ne soient pas dépassés avant même d'avoir eu le temps de se constituer. Des choses importantes aussi, dans cette relation entre savoir et action, autour de la confrontation avec les référentiels européens. Il y a des tas de gens comme nous qui réfléchissent ailleurs, y compris à l'échelle européenne, et là il y a également beaucoup de temps à gagner parce que certains sont en avance entre guillemets, ou parce que, comme nous l'avons déjà dit, il y a beaucoup à apprendre et des bonnes pratiques et des échecs pour nos propres situations.

Problème récurrent également, et qu'on traite souvent à la CCAQST, c'est la diversité des outils de diffusion pour ne pas dire des outils de vulgarisation, mais c'est bien de cela qu'il s'agit. Nous réfléchissons tous où nous en sommes sur les « *quatre-pages* », sur les « *deux-pages* », sur le fameux petit ouvrage de quatre-vingt pages qui est lu dans les deux heures de TGV entre Paris et Nancy ou les trois heures entre Paris et Bordeaux –une heure et demie ! Excusez-moi, donc il faut réduire à 60 pages – on y arrive plus ou moins. C'est néanmoins très difficile parce que le fameux article de l'Express qui va donner son classement des villes, pour lui, 60 pages c'est trop, même si le journaliste va quand même aller piocher dans les bases de données du Certu pour ce faire. Il faut continuer à travailler là-dessus, il faut savoir si effectivement de temps en temps, il faut plutôt rechercher les circuits courts, les chercheurs qui s'adressent aux politiques, de temps en temps, comme le Certu le fait, être plutôt sur des positions d'intermédiaire entre les milieux ; la solution réside très certainement dans la diversité des outils...

Nous l'avons dit et redit, nous l'avons déjà dit hier, il faut réhabiliter ou réinventer l'évaluation *a posteriori* et en particulier l'évaluation quantitative parce que c'est vrai que, dans les milieux où les économistes ont souvent mauvaise presse, avoir de temps en temps quelques analyses robustes et solides avec quelques chiffres pour avoir ne serait-ce que des ordres de grandeur, c'est souvent très précieux pour faire avancer les débats.

Deux slogans pour finir sur cette relation savoirs/actions : ***être simple, mais pas simpliste, donner des repères mais pas des recettes.*** Dans cette articulation savoirs/actions, il faut aussi produire de nouveaux savoirs, de nouveaux savoir-faire et de nouvelles méthodes parce que le développement durable nous oblige à regarder ailleurs, à sortir de nos cases urbaines pour aller regarder du côté de l'agriculture et de la nature, à sortir des yeux rivés vers le sol pour regarder vers le ciel, et c'est Éric qui va vous parler de tout ça.

Éric Charmes :

■ ***Le quatrième point*** sur ces nouveaux savoir-faire, ces nouvelles méthodes, ***c'est que l'utilisateur est au centre de toutes les attentions.*** Nous sentons, dans les propos qui ont été tenus sur l'utilisateur, une évolution importante, et notamment le thème de la concertation m'a semblé perdre du terrain, non pas pour être mis en cause, mais pour être inclus dans quelque chose de plus large, au sens où l'on considère que la relation avec l'utilisateur est importante et qu'elle ne saurait être traitée à coup de réunion avec ceux qui ont bien voulu se présenter à l'heure dite. Plusieurs fois, il a été constaté que des gens peuvent se présenter à des réunions de concertation, adhérer fortement à un projet, mais malheureusement ne pas avoir par la suite les comportements qui correspondent à leurs engagements. Donc là, c'est bien un exemple qui montre en quoi la concertation est tout à fait insuffisante pour l'appropriation d'un projet par les usagers. Donc cela nous amène à un thème qui est celui de la maîtrise d'usage. C'est d'ailleurs une expression qui a été employée à plusieurs reprises dans l'atelier sur la maîtrise d'ouvrage, et comme l'a dit un intervenant dans cet atelier de façon un peu provocatrice ***« avec le développement durable, le projet commence à la livraison, c'est-à-dire que c'est à l'usage qu'un bâtiment se révèle économe ou dispendieux »***. Donc, il y a vraiment quelque chose d'important autour de cette question de l'usage et de la relation qu'on a avec les usagers.

Le thème est aussi apparu fortement dans l'atelier sur les espaces publics, où il a été noté les limites de l'aménagement des voies à partir de créations des espaces dédiés à un type particulier d'utilisateur, la piste cyclable, la voie pour les automobilistes, le trottoir..., et après on peut imaginer toutes sortes d'espaces réservés à tel ou tel type d'utilisateur! Je sais qu'à Londres, il avait été question de réserver une bande sur un trottoir à Oxford Street pour les passants pressés, gênés par les badauds arrêtés par les vitrines... Donc, effectivement, nous atteignons là des limites, ne serait-ce que des limites d'espaces dans certaines voies notamment lorsque l'on est en dessous d'une quinzaine de mètres. Comme cela a été dit, il est difficile de créer à la fois des trottoirs suffisamment larges, des pistes cyclables et des voies de circulation. Donc, là, l'enjeu est bien l'intériorisation par les habitants d'un certain nombre de comportements, de leur capacité à partager l'espace au sens d'utiliser ensemble un même espace plutôt que d'avoir à utiliser un espace divisé, partagé au sens où l'on partage un gâteau. L'enjeu en termes d'aménagement des espaces publics, c'est bien quelque chose qui relève de la maîtrise d'usage.

Pour donner un autre exemple, il y aussi l'idée que beaucoup de projets partent de demandes des usagers parce que les usagers ne raisonnent justement pas ***« en sectoriel »*** ou en tenant compte des échelles de limite géographique. Ils ont des demandes qui correspondent ***à des pratiques*** : par exemple, nous voyons des autorités organisatrices se rapprocher et collaborer parce que les usagers leur imposent de le faire. La question d'usage renvoie aussi à la question des temporalités. Alors, le sujet des temporalités dans l'action publique en matière d'aménagement urbain n'est certainement pas un sujet nouveau, mais l'importance

que l'on accorde aux usagers et à la question du développement durable donne une nouvelle dimension à cette question des temporalités. Par exemple, construire durable, cela a été répété, coûte plus cher ; oui, mais la réponse est que, lorsqu'on considère l'usage du bâtiment, nous allons faire des économies d'énergie et amortir le surcoût. C'est vrai que, là-dessus, nous allons faire les liens de connaissances, c'est-à-dire que l'utilisateur final, qui peut être la collectivité, a besoin d'être éclairé sur justement ce qu'il gagne en tant qu'usager par rapport à un bâtiment qui va être économe en énergie. Un chiffre intéressant a été cité, c'est l'idée que, par exemple, un bâtiment type « *basse consommation* », vaut 10 % de plus à la revente. Alors, je ne sais pas comment l'étude a été faite, mais c'est vrai que des chiffres de ce type-là sont sans doute importants.

Autre aspect, je vais dire plus poétique sur ces questions de savoir-faire, *c'est la question de la nature*. La question de la nature en ville n'est certainement pas une question nouvelle, en remontant déjà assez loin malgré tout, on peut penser aussi à Desjardins et aux réflexions de Howard qui sont bien articulées sur la relation entre la campagne et la ville. Mais avec le développement durable, évidemment, la question se pose en des termes nouveaux, notamment parce que la question de la nature en ville, ce n'est plus simplement un enjeu récréatif ou esthétique : il y a directement des enjeux environnementaux, notamment par rapport à la question de la régulation des températures et tout ce qui tourne autour de la question des îlots de chaleur urbains par rapport à la maîtrise de la pollution, par rapport à la gestion de l'eau. Le rapport à l'eau, lui aussi, a beaucoup changé. Une formule a été employée : nous sommes passé de « *l'eau-déchets* » à « *l'eau-ressource* ». C'est vrai qu'à la différence de l'infrastructure routière qu'on enfouie, nous avons tendance à rouvrir les cours d'eau et à les remettre à l'air libre. Il y a aussi la question de la biodiversité, avec l'existence d'espèces urbaines spécifiques. Tous ces aspects-là impliquent la construction et la production de nouveaux savoirs, et nous revenons aussi à la transversalité, c'est-à-dire que pour traiter la nature en ville, cela nécessite à la fois le bâti et le non-bâti. Cela nécessite aussi d'agir à des échelles différentes, parce que quand nous parlons de biodiversité, cela nécessite aussi d'offrir aux espèces des espaces à l'intérieur desquels elles peuvent bouger, donc la question des corridors, des trames vertes et bleues, etc.

Je rends la parole à Jean-Marc.

Jean-Marc Offner :

Merci. Je crois que si l'on considère comme important ces nouvelles orientations, cette construction de nouveaux savoirs et de savoir-faire, c'est une petite révolution pour le monde de l'urbanisme. Ça veut dire qu'il faut que le Certu, mais aussi les agences d'urbanisme par exemple, travaillent plus avec les chambres d'agriculture, avec les SAFER, avec les agences de bassins, avec les agences locales de l'énergie, réapprennent à travailler avec les CCI aussi. Il faut recruter autrement, il faut recruter des paysagistes-agronomes, des énergéticiens, des sociologues... Les agences d'urbanisme font très bien et très vite grâce à leur statut de droit privé, mais ce n'est pas interdit aux autres d'essayer de le faire toujours avec ce contexte d'urgence.

■ *Et pour finir*, il y a tout un champ de savoirs, de savoir-faire, de méthodologies à inventer autour de la *transversalité*. Là encore, cela a été dit hier matin, le développement durable impose la transversalité des approches en parlant de systémisme – *pour faire simple et rapide* – *et la transversalité, ce n'est pas l'addition des logiques sectorielles, c'est au-delà*. C'est une affaire souvent de structure ; c'est vrai qu'il y a encore quelques années – *c'est moins vrai maintenant* – on riait un peu de ces missions Agenda 21 qui devenaient la énième sous-direction au fin fond d'un service technique, alors qu'elles avaient vocation à être, au contraire, extrêmement transversales. Donc, faire de la transversalité une énième logique sectorielle, évidemment, ça ne marche pas très bien, donc affaire de structure, certes. Affaire de méthode aussi : il y a des progrès à faire pour ne serait-ce que – *mais c'est très compliqué* – faire converger des enquêtes, des enquêtes ménages-déplacements et des enquêtes sur l'habitat, par exemple. Il y a 25 ans, mon collègue Orfeuill – *que je cite décidément beaucoup* – avait inventé les budgets énergie/transport qui étaient une façon d'avoir un indicateur commun pour parler en même temps de transports et d'habitat.

Nous n'avons pas énormément progressé là-dessus. C'est probablement une affaire d'approche, aussi. Je crois, par exemple, que les paysagistes, mieux que nous tous, sont beaucoup plus à même d'articuler les échelles. Ils voient en même temps le brin d'herbe qui sort du pavé et l'horizon. Et cela, l'urbaniste ne sait pas forcément bien le faire. Le paysagiste voit en même temps la qualité du cadre de vie et la biodiversité.

Et puis, sans doute aussi, quand on dit – *sans faire d'étymologie savante* – **la transversalité, c'est prendre des chemins de traverse**, c'est donc encore ne pas additionner les logiques de chemins déjà établis, mais passer ailleurs avec de nouveaux fils rouges, tel l'exemple du paysage. Et puis cette transversalité qui est vraiment à construire, je pense que nous ne l'avons pas dans notre boîte à outils du développement durable. Elle est probablement aussi facilitée par la mobilisation de notions qui sont par nature transversales et que nous retrouvons souvent dans les méthodes de l'écologie. Quand on parle d'économie de fonctionnalité, c'est-à-dire les usages plutôt que la possession ; quand on parle de recyclage, forcément recycler, c'est prendre en compte une transversalité d'usage de produits ; quand on parle de réversibilité, c'est articuler les temporalités, c'est une forme de transversalité. Et quand on parle de mutualisation, mutualiser un parking, mutualiser de l'habitat et des bureaux, mutualiser des espaces publics, c'est forcément aussi faire de la transversalité.

S'il y a, comme je l'espère, des *Entretiens du Certu* numéro 2 qui se préparent, probablement y-a-t-il à **mettre l'accent sur cette boîte à outils nouvelle** qui nous permettra effectivement d'inventer véritablement de nouvelles approches pour le développement durable.

Voilà, nous avons oublié mille choses importantes, mais nous espérons vous avoir donné quelques éléments pour la suite de ces réflexions.